

MARC-ANTOINE EYL-MAZZEGA

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Valérie Ducrot, directrice exécutive du Global Gas Centre

M. Eyl-Mazzega, vous avez la parole.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

Merci. Je voudrais revenir sur la déclaration passionnée de M. Taneja sur la division Nord/Sud et les obstacles y afférents. En un sens, il est vrai qu'un certain nombre de préoccupations du Sud ne sont pas prises en compte, mais je réfute l'idée réductrice selon laquelle cette division pourrait nous empêcher de lutter efficacement contre le changement climatique. Ainsi, le cas du GNL que vous avez évoqué ne me semble pas un exemple représentatif, car c'est en réalité un problème Sud/Sud : en effet, le ministre de l'Énergie du Bangladesh aurait dû convoquer l'ambassadeur de Russie et contester les coupures d'approvisionnement de gaz vers l'Allemagne au nom de leurs conséquences pour le Bangladesh. Le GNL en question n'a été dérouté que dans le cadre de l'application d'un contrat et rien d'autre. Aucune violation n'a eu lieu. Le problème est que les Russes ont failli à leurs obligations contractuelles, privant l'Allemagne de gaz et l'obligeant à s'approvisionner sur le marché. Or sans ce marché, il n'y a pas de GNL, et rien ne fonctionne.

Il existe donc beaucoup de problèmes Sud/Sud, qui sont assez graves, car la Chine domine le G77 par le biais du Pakistan, ce qui est très discutable. En effet, bien que la Chine ne soit plus un pays en voie de développement, elle conserve cette aura au sein de la gouvernance climatique globale, au lieu d'assumer sa part dans l'argent du développement, ainsi qu'en matière d'adaptation et d'atténuation, etc. Je pense que vous serez d'accord avec moi, et cela n'a rien à voir avec l'Inde, c'est vraiment un sujet bien distinct.

Existe-il par ailleurs un problème de gouvernance ? Il existe l'AIE, que vous avez mentionnée, et que l'Inde a été invitée à rejoindre en tant que membre. Le traité fondateur de l'AIE est en cours de modification et de nombreux autres pays BRICS sont concernés. Ce forum existe donc, et c'est même davantage qu'un simple forum. Il existe également la COP. L'idée d'une sorte de Conseil de sécurité de l'énergie semble intéressante. Néanmoins qui devrait y siéger : les plus gros consommateurs et les plus grands producteurs ? L'Afrique n'en ferait donc pas partie, sauf à faire des exceptions, et à accepter d'avoir 100 pays autour d'une table, ou 80 ou 70. Comment procéder face à tant d'interlocuteurs : écouter chacune des 70 délégations ? Si vous avez déjà assisté à une assemblée générale des Nations Unies, vous savez que c'est impossible. À raison de 5 à 7 minutes par délégation, cela représente trois jours de présentations.

La question se pose donc de la mise en œuvre et de la réelle marge d'action d'un tel organisme. Discuterions-nous des problèmes de gaz européens avec les Russes ? Les Russes donneraient leur version des choses, à laquelle les Européens répondraient qu'il s'agit d'une agression odieuse et tout dialogue deviendrait impossible, Russes et Européens se rejetant mutuellement la faute. Le problème intrinsèque à la question d'une gouvernance mondiale est celui de la capacité d'action. C'est un problème majeur et sous-estimé. Or il se trouve que les quelques institutions qui existent actuellement fonctionnent. C'est une chance que nous devrions saisir : pourquoi ne pas nous efforcer plutôt de les améliorer ?

En revanche, un tel Conseil de sécurité de l'énergie serait utile à bien des égards, à commencer par le pétrole. Nous sommes ici réunis dans l'un des plus grands pays producteurs de pétrole. Or, certaines problématiques fondamentales propres au gaz s'appliquent aussi au pétrole. L'enjeu est de garantir une répartition équitable des risques et des profits entre consommateurs et producteurs. C'est un débat récurrent, car nous nous attendons à une forte demande de pétrole. Il faudra alors décider de ce qu'il faut investir dans le système pour éviter toute instabilité globale, tout en restant sur la voie d'une a) réduction de la demande et b) d'un alignement progressif de la production sur cette réduction. Un dialogue solide avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et les Russes, lorsqu'ils seront de retour, sera alors indispensable, pour que le prix du pétrole ne soit ni de 130 ni de 50 ; pour qu'ils puissent investir dans leur transition ; et pour que les consommateurs d'Inde, d'Europe, ou d'ailleurs échappent à de graves troubles sociaux ou politiques. Car tous ont besoin de cette transition et de stabilité. Un tel format serait alors propice à ce genre de discussions.

Et que faire du gaz naturel ? Une piste de réflexion se fait jour au moment où toutes les économies émergentes, désormais privées d'accès au marché du GNL, se tournent de nouveau vers le charbon. Cette voie devrait se discuter à un horizon de 15 ans. Nous connaissons le type d'investissements qui sont prévus en amont, ainsi que le profil potentiel de la demande en Europe, au Japon, à Taiwan, en Corée du Sud, en Chine et chez les grands acheteurs de GNL. Nous pourrions alors discuter, entre autres sujets, de ce qui pourrait être progressivement mis à disposition pour ces pays, et à quelles conditions.

Pour en revenir aux systèmes électriques, il me semble peu réaliste, étant donné l'inflation actuelle et les flux d'argent aspirés vers les États-Unis, de penser pouvoir installer tous les panneaux solaires nécessaires : les chiffres et la trajectoire que nous suivons - à savoir 2 000 milliards d'investissements d'ici 2030 contre 1 200 l'année dernière - sont deux fois inférieurs à ce qui serait nécessaire pour maintenir une trajectoire à 1,5 degré. Les objectifs sont donc inatteignables. Quelles seraient toutefois les conséquences d'un échec ?

Un autre sujet de débat concerne évidemment les conflits entre politiques industrielles, à l'heure où le monde devient de moins en moins coopératif, et davantage enclin à un protectionnisme de court-terme. On en comprend les raisons, mais à long terme, certains développements s'en trouveront ralentis, ou bien le coût de certains augmentera, tandis que ceux qui disposent de fonds importants s'en sortiront. Le besoin d'un prix mondial du carbone pourrait certainement être débattu au sein d'un organisme de gouvernance climatique. En Inde, il pourrait être de 20, avec une trajectoire vers 50 sur 15 ans, et aux États-Unis et en Europe, qu'il s'agisse d'un prix fictif ou réel, il commencerait à 100, pour passer à 150. La tendance mondiale semblant aller dans ce sens, cela me semble faisable : il existe désormais

un impôt minimum sur les grandes entreprises, qui a nécessité de très longues négociations et qui paraissait encore impossible il y a deux ans. Je suis sûr que des discussions ont eu lieu même en Russie et que les parties prenantes étaient intéressées, donc ce n'est pas impossible, même pour un pays producteur de combustibles fossiles.

Pour finir, la finance durable mérite aussi un débat, car il n'est pas viable d'avoir 200 définitions de ce qu'est ou n'est pas la finance verte et de ce qui entre ou pas dans la taxonomie. Le besoin d'harmonisation est ici considérable : par exemple, un investisseur mondial s'intéressant au nucléaire n'entre pas entièrement dans la taxonomie européenne : il est soumis à conditions. Il en va de même pour le gaz naturel. Alors qu'au Japon, en Chine, en Russie et probablement en Inde aussi, l'appartenance du nucléaire à la taxonomie va de soi. Aux États-Unis, bien sûr, ce n'est pas le cas. Je m'arrête ici, mais poursuivons la conversation sur cette question de gouvernance.

Valérie Ducrot

Merci.

Narendra Taneja, président de l'Independent Energy Policy Institute de New Delhi, président fondateur du World Energy Policy Summit

J'aimerais réagir brièvement sur ces remarques très intéressantes. Voilà exactement ce qu'il nous faut : un dialogue, car personne n'a entièrement raison ou tort. Nous gagnerons tous à échanger davantage. Vous avez dit que l'Inde et la Chine avaient été invitées à devenir membre. Or c'est inexact. L'Inde et la Chine, deux géants économiques qui sont le second et le troisième plus grands consommateurs d'énergie, ont été invitées à s'asseoir dans la salle d'attente, en tant que membres associés. Les statuts permettent d'inviter quiconque à cette conférence et de lui refuser l'accès à cet espace sacrosaint pour le faire patienter en salle d'attente.

Soyons honnête : l'AIE comprend de nombreux membres, en particulier les petits pays de l'OCDE, qui ne souhaitent pas en modifier les statuts ; une majorité y est donc opposée. Nous échangeons régulièrement avec eux et avec l'AIE. L'ADN de cette organisation est particulière et typique du début des années 1970, et des réactions de cette région du monde au choc pétrolier. Or chacun sait qu'il est extrêmement difficile de modifier un ADN. Cela prendrait facilement une génération. C'est pourquoi il me semble plus souhaitable de créer quelque chose d'entièrement nouveau.

Quant à la coopération Sud/Sud ou aux problèmes Sud/Sud, cette notion n'est pas recevable. Par exemple, tout d'abord, tout achat de GNL au Qatar se paie en dollars, et cette somme transite dans les pays occidentaux. Ensuite, la plupart des avocats spécialisés dans les contrats internationaux sont basés à Londres, New York, etc. Puis, la technologie relative au GNL n'est disponible que dans très peu de pays, qui sont tous des pays du Nord, et notamment l'Allemagne. Ce ne sera donc jamais un problème Sud/Sud. C'est bel et bien un problème Nord/Sud. C'est ainsi que nous voyons les choses.

Mon insistance pour davantage de conversation n'a rien d'un reproche envers qui que ce soit. Je dis juste que nous avons besoin d'échanger, de dialoguer si nous voulons éviter de créer d'autres « Ukraines », d'autres conflits énergétiques dans le monde. Ma dernière remarque

porte sur les agences que vous évoquiez. Il existe une organisation intergouvernementale appelée International Solar Alliance. Combien d'entre vous en ont entendu parler ? Personne. Elle a été lancée par la France et l'Inde, où elle a son siège, et qui a tenté d'en faire l'AIE de l'énergie solaire. Avez-vous jamais pu observer comment certains pays sont capables de vous soutenir tout en vous entravant ? C'est tout un art : ils sont au-dessus de tout soupçon puisqu'ils sont membres et qu'ils contribuent financièrement. Mais ils vous empêchent malgré tout de croître. Cela donne des situations extraordinairement complexes. C'est pourquoi nous avons besoin de conversations sincères, sans aucun reproche envers l'AIE ou quiconque. Le monde change, son centre de gravité s'est déplacé vers l'Asie, c'est un nouveau monde. Si le Nord reste campé sur ses positions sans aucun dialogue ou sans même écouter, il s'expose à des situations bien plus difficiles à un horizon de 25 ans.

Valérie Ducrot

Merci beaucoup. À propos de l'Alliance solaire, je pense que le domaine de l'énergie est riche de divers groupes, institutions ou associations sur le gaz naturel, le nucléaire, etc. qui sont hélas très souvent parasités par la politique. D'après mon expérience à l'ONU et dans le secteur privé, il est très difficile d'y avoir des conversations sincères, comme on le voit aujourd'hui dans le gaz et bien d'autres secteurs. C'est donc une tâche malaisée mais néanmoins cruciale qu'il nous faut absolument poursuivre. À cet égard, l'ESCAP, la Commission régionale de l'ONU à Bangkok, est une plateforme particulièrement intéressante : l'Inde en est membre, et ils font un excellent travail sur toutes ces questions. M. Pflüger, vous avez la parole.

Friedbert Pflüger, directeur du European Cluster for Climate, Energy and Resource Security (EUCERS) à l'Université de Bonn, fondateur associé de Strategic Minds Company GmbH

Cette idée me laisse un peu sceptique, non pas que je sois contre l'idée d'échanges entre le Nord et le Sud, au contraire, mais car je crois que la meilleure gouvernance en termes d'énergie est un marché libre, un marché non politisé. Or ce marché s'est désintégré depuis que le monde est devenu protectionniste. Le président Trump avait pour slogan « America First », et le président Biden applique la même politique, si ce n'est de façon plus polie et diplomatique. Partout dans le monde, cette notion d'un monde multipolaire, dialoguant et cherchant une meilleure gouvernance est en train de disparaître, pour laisser place à un monde de type G2, où s'affrontent les deux véritables superpuissances, face auxquelles il faudra soigneusement choisir son camp. Indiens et Européens doivent tout faire, cela va de soi, pour échapper à une telle polarisation. Ce fut d'ailleurs l'attitude de l'Inde face aux deux blocs antagonistes pendant la guerre froide, avec le mouvement des non alignés. Nous devons essayer d'empêcher cela autant que possible, mais je crains que les signaux que nous observons aujourd'hui n'indiquent exactement le contraire.

Narendra Taneja

Une guerre froide de l'énergie est imminente.

Valérie Ducrot



Merci. Y a-t-il d'autres remarques ou questions ? Alors je vous remercie. Ce fut un plaisir de vous réunir ici pour ces échanges très pertinents. Merci encore à tous les orateurs et intervenants. Bonne soirée à tous.